

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
78000 VERSAILLES

Versailles, le 05/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DIELIX (ex SARP biodiesel)**

727 Route du Hazay  
78520 LIMAY

Références : VI PPC 2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement DIELIX (ex SARP biodiesel) implanté 727 Route du Hazay 78520 LIMAY. L'inspection a été annoncée le 29/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIELIX (ex SARP biodiesel)
- 727 Route du Hazay 78520 LIMAY
- Code AIOT dans GUN : 0006512371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société DIELIX a été autorisée le 4 janvier 2008. Les installations du site de LIMAY assurent différentes activités à savoir :

- traitement de matières premières grasses (HAU);
- fabrication de produits chimiques organiques (glycérol et ester méthylique d'acide gras « EMAG »).

Au regard de ses activités de traitement de déchets non dangereux, la société DIELIX est soumise au régime de l'autorisation au titre des ICPE. Les activités de cette société sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter N°08-005 du 4 janvier 2008 et complété par l'arrêté de prescriptions complémentaires N°2016-40451 du 12 décembre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques accidentels;
- risques chroniques;
- produits chimiques;
- suite données à l'inspection du 19 mars 2019.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Dispositifs de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.	inspection du 19/03/2019	Lettre de suite préfectorale
Réseaux d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.2	inspection du 19/03/2019	Lettre de suite préfectorale
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.2	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
rejet atmospherique	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.	inspection du 19/03/2019	Sans objet
produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.6.5.	inspection du 19/03/2019	Sans objet
installations electriques des etablisements	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.3.3.1	inspection du 19/03/2019	Sans objet
dispositifs de securite	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.	inspection du 19/03/2019	Sans objet
dispositifs de securite	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.6.2	inspection du 19/03/2019	Sans objet
declaration accidents/incidents	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 2.5.1.	inspection du 19/03/2019	Sans objet
dispositifs de securite	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.	inspection du 19/03/2019	Sans objet
effluents issus du biofiltre	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.1	/	Sans objet
effluents issus du laveur humide	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.2	/	Sans objet
Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 4.3.1	/	Sans objet
Eaux Pluviales Susceptibles D'etre Polluees	Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 4.3.11	/	Sans objet
Risques accidentels	Code de l'environnement du 12/12/2019, article R.181-46	inspection du 19/03/2019	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection du 19 mai 2022 a porté sur :

1. le contrôle du respect des non-conformités (NC) et remarques relevées lors de la précédente inspection en date du 19 mars 2019 ;
2. des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques et aqueux ;
3. des prescriptions relatives aux systèmes de détection et de lutte contre l'incendie.

Concernant le respect des NC et remarques constatées en 2019, il est important de noter que dans l'ensemble, sur 10 éléments contrôlés, l'exploitant est considéré comme étant conforme. Seule la remarque concernant le contrôle de l'état des bassins de rétention des eaux polluées est maintenue en l'état.

La remarque 6 n'est pas soldée. La sirène de détection incendie située entre le bâtiment B et C n'est pas fonctionnelle. Il est demandé à l'exploitant de faire réparer cette sirène sous un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.

Parmi les nouveaux articles prescriptifs contrôlés lors de l'inspection du 19 mai 2022, une seule NC est relevée et porte sur l'article 7.7.2, relatif à l'entretien des moyens d'intervention, de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016.

### **2-4) Fiches de constats**

## Nom du point de contrôle : REJET ATMOSPHERIQUE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection atmosphérique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>NC 2 relevée le 19/03/2019 « L'exploitant n'a pas respecté l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2016 qui limite ses émissions à 2 tonnes par an. L'inspection a demandée à l'exploitant une vigilance accrue sur le suivi des émissions de méthanol. Un bilan de l'amélioration du fonctionnement du biofiltre et du laveur humide a été transmis à l'IIC en date du 14/01/2020 dans le courrier de réponse n°UD 78/DSPR/2019-49229. Une amélioration des concentrations de méthanol émises dans l'atmosphère est observée depuis les travaux réalisés par l'exploitant. Les concentrations émises restent cependant supérieures aux obligations de l'art 3.2.4.</p> <p>Art 3.2.4 : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La quantité maximale de méthanol rejetée aux points 1 et 2 visés à l'article 3.2.3 est de 2 tonnes par an. »</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les synthèses des analyses mensuelles réalisées par la société Qualiconsult. Ces analyses permettent d'identifier les rejets atmosphériques de méthanol. Le flux horaire du méthanol (g/h) est analysé d'une part en sortie du biofiltre et d'autre part en sortie du laveur humide.</p> <p>Les valeurs observées le sont jusqu'au mois de janvier 2022. L'inspection des installations classées note les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Biofiltre : le flux horaire de méthanol est conforme aux obligations de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016 ne dépassant pas la valeur autorisée de 0,15 kg/h. Ce respect est tenu depuis décembre 2018 ;</li><li>• Laveur humide : le flux horaire de méthanol est conforme aux obligations de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016 ne dépassant pas la valeur autorisée de 1,1 kg/h. Ce respect est tenu depuis novembre 2020.</li></ul> <p>La quantité maximale de méthanol rejetée aux points 1 et 2 visés à l'article 3.2.3 n'excède pas la valeur maximale autorisée de 2 tonnes par an.</p> <p>La NC2 relevée le 19 mars 2019 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : PRODUITS CHIMIQUES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.6.5.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> NC 3 relevée le 19/03/2019 « les conditions de stockage du CHIMEC le long du bâtiment process ne respectent pas les dispositions du chapitre 7.6 de prévention des pollutions accidentelles et en particulier celles de l'article 7.6.5 L'inspection a demandée à l'exploitant de vérifier les conditions de stockage indiquées par la FDS du CHIMEC et de justifier le respect des dispositions du chapitre 7.6.5 de son AP » L'exploitant a communiqué à la DRIEE par e-mail à l'attention de l'inspecteur des installations classées, en date du 4 septembre 2019 un écrit référencé DIE B01 FAX 19 048 DRIEE en réponse à cette non conformité.  Art 7.6.5 « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. . Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. »
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate le respect de l'article 7.6.5 relatif aux conditions de stockage du CHIMEC.  Le stockage du CHIMEC est désormais réalisé par l'intermédiaire de 4 GRV disposés chacun sur une rétention mobile de 1 000 L. Le produit est bien séparé de l'acide sulfurique et phosphorique qui sont disposés sur des rétentions distinctes du CHIMEC. Les GRV sont clairement identifiables de par la présence des éléments d'étiquetage de la fiche de données de sécurité (pictogramme de danger, mention d'avertissement, mention de danger et conseils de prudence).  La NC3 relevée le 19 mars 2019 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : INSTALLATIONS ELECTRIQUES DES ETABLISSEMENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 1 relevée le 19/03/2019 « mettre à jour le zonage ATEX en ce qui concerne l'équipement du laveur humide à l'étage du bâtiment process » Dielix a transmis par voie électronique le 20 mai 2019 puis dans le rapport du 14/01/2020 le nouveau zonage ATEX (annexe 6 du rapport). Dielix a également effectué une sensibilisation au zonage ATEX envers le personnel de production (Annexe 8)  Art 7.3.3.1 « Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentiellles. »
<b>Constats :</b> L'exploitant présente deux documents relatifs au zonage ATEX, le zonage applicable à la zone D et celui applicable au bâtiment B.  Le zonage applicable au bâtiment B a été mis à jour en avril 2019. Cette dernière mise à jour comprend la requalification caniveau en zone 2, l'ajout du laveur humide et condensateur et l'ajout du nouvel événement du laveur humide. Cette mise à jour correspond bien aux modifications faites par l'exploitant en date du 22 avril 2019 et relatives au changement d'événement du laveur humide sur le toit du bâtiment à 19,35 m du sol (anciennement situé à 13,54 m du sol). Le zonage applicable à la zone D est également en adéquation avec la situation actuelle du site.  Des formations du personnel (présentation du zonage ATEX + QUIZ) ont été mises en place de septembre à novembre 2019. Ces formations n'ont cependant pas été reconduites depuis. L'exploitant précise que cette thématique est abordée lors des formations « plan d'opération interne » sans pour autant faire l'objet d'une formation ciblée.  La remarque 1 relevée le 19/03/2019 est levée
<b>Observations :</b> Au regard des changements de personnel depuis 2019 au sein de la société, l'équipe d'inspection des installations classées recommande fortement le renouvellement des formations « zonage ATEX ».  Les éléments justifiant de la réalisation des formations "zonage ATEX" pourront être communiqués à l'équipe d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 2 relevée le 19/03/2019 « prévoir de tracer lors des rondes les remontées d'information nécessaires (signalement pour action corrective) mais aussi les suites données (remises en état par exemple). Dielix a revu la procédure de test des systèmes d'extinction incendie pour y intégrer directement une colonne liée aux actions à mener et à leur prise en charge. Ce justificatif est transmis à l'inspection dans le rapport du 14/01/2020.  Art 7.4.2 « les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. »
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate l'ajout des colonnes relatives aux remontées d'informations ainsi qu'au suivi des suites à donner. L'ensemble de ces informations est notifié dans le « manuel opératoire » au format manuscrit. Ce manuel est accessible est disponible pour les équipes chargées de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Le document N° SIB B01 22 P5 001 fait référence aux « réglages par défaut suite au test » ainsi que de la « prise en compte commentaire et report au plan d'action ».  La remarque 2 relevée le 19 mars 2019 est levée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention et d'organisation en cas d'accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 3 relevée le 19/03/2019 « vérifier et confirmer les dispositions prises pour que la présence d'une VMC dans les 2 locaux ne soient pas source d'un défaut de confinement vis à vis du risque toxique ». Dielix a testé la fonctionnalité du bouton d'extinction de la VMC et a testé les connaissances du personnel en la matière- au travers d'un QUIZZ. Les informations sont transmises à l'inspection dans le rapport du 14/01/2020.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection a fait réaliser un test d'arrêt de la VMC à l'exploitant. Le bouton d'extinction est fonctionnel. Il est cependant difficile d'acter formellement sur l'arrêt de la VMC après usage du bouton d'extinction.  L'exploitant précise qu'un exercice de confinement est réalisé chaque année dans le cadre des exercices POI. Ces exercices sont réalisés en adéquation avec les équipes du site SEVESO seuil haut (SARPI Véolia) situé à moins de 100 m du site de DIELIX. -Le dernier, en date du 29 juin 2021, a mis en application le scénario " I2" : dégagement de gaz passant au-dessus du site de DIELIX ». Les résultats du confinement mis en place au cours de ce scénario ont été estimés comme concluant par l'exploitant.  La remarque 3 relevée le 19 mars 2019 est levée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : DECLARATION ACCIDENTS/INCIDENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 2.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 4 relevée le 19/03/2019 « L'inspection demande à l'exploitant de mener une réflexion sur les conditions de gestion notamment des stockages lors d'un évènement non prévu ; de manière à disposer d'une surface de stockage temporaire avec rétention ». Les actions d'interventions prévues par DIELIX en cas d'accidents ont été transmises dans le rapport du 14/01/2020 à l'inspection.  Art 2.5.1 « L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées »
<b>Constats :</b> Dans sa réponse au courrier n°UD 78/DSPR/2019-49229 DIELIX informe l'inspection des installations classées de la mise en place de 3 solutions permettant la gestion des stockages lors d'un évènement non prévu : <ul style="list-style-type: none"><li>• La mise en place d'un dispositif de pompage des fûts et GRV pour vidage direct dans une cuve de stockage (prévue au 1er trimestre 2020) ;</li><li>• le prêt d'une surface de stockage des HAU conditionnées sur une plateforme dédiée de 200 à 300 m<sup>2</sup> chez SARPI Véolia (environ 208 palettes) ;</li><li>• le stockage temporaire sur les dépôts en province (17 dépôts pouvant accueillir un maximum de 544 palettes).</li></ul> L'équipe d'inspection a constaté l'état fonctionnel du dispositif de pompage des fûts et GRV. Ce dispositif est utilisé quotidiennement. Le prêt de la surface par Véolia n'a pas pu être clairement contrôlé (absence de document y faisant mention). Néanmoins, des réunions annuelles sont réalisées entre SARPI Véolia et DIELIX. La dernière datant du mois de novembre 2019. Lors de ces réunions, différents sujets sont abordés dont : le POI, la détection incendie, « Track déchets », etc. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que la mise à disposition de la zone de stockage en cas d'évènement imprévu sur le site de DIELIX a été discuté lors de ces réunions.  La remarque 4 relevée le 19 mars 2019 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE SECURITE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 5 relevée le 19/03/2019 « L'inspection demande à DIELIX d'intégrer le test de vérification du bon fonctionnement des portes sectionnelles du bâtiment process dans les contrôles réguliers des EIPS ». Dielix a intégrer le test de vérification dans la procédure SIB B01 22 P5 001 mise à jour en date du 01/04/2019.  Art 7.4.2 « les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité »
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate l'ajout des tests de vérification du bon fonctionnement des portes sectionnelles du bâtiment process dans les contrôles réguliers des EIPS. Ce contrôle est réalisé hebdomadairement et notifié dans la procédure SIB B01 22 P5 001 du manuel opératoire.  La remarque 5 relevée le 19 mars 2019 est levée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE SECURITE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 6 relevée le 19/03/2019 « L'inspection demande la justification de la remise en état de la totalité des équipements de détection incendie et gaz suites aux constats et bons de commande lancés au jour de l'inspection ». Dielix a fourni les justificatifs de remise en état des 2 sirènes défectueuses et du remplacement d'un détecteur de flamme en zone process du bâtiment B. cependant, l'inspection n'a pas en sa possession le justificatif de fin d'intervention de maintenance préventive pour les travaux de remise en état du BUS incendie (n° commande 31024529).
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le registre de détection gaz. Le dernier contrôle a été réalisé le 3 novembre 2021 par la société MSA. Les résultats des tests sont concluants.  L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le registre de détection incendie. Le dernier contrôle a été effectué le 18 janvier 2022 et fut concluant.  L'exploitant signal à l'équipe d'inspection que la sirène de détection incendie située entre les bâtiments B et C n'est plus fonctionnelle à la date du 19 mai 2022. Une demande d'intervention auprès de la société SIEMENS a été faite le 5 mai 2022. Après échange de courriel entre l'exploitant et l'équipe d'inspection, l'intervention n'a toujours pas été réalisée au 7 juin 2022 malgré la relance de l'exploitant auprès de SIEMENS.  La remarque 6 relevée le 19 mars 2019 est levée  Néanmoins, une non-conformité liée au dysfonctionnement d'une sirène de détection incendie est relevée. Il est demandé à l'exploitant de réaliser les réparations de ce système sous 1 mois à compter de l'envoi du rapport d'inspection à l'exploitant. Dans le cas contraire, il sera proposé une mise en demeure pour respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## Nom du point de contrôle : RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Remarque 7 relevée le 19/03/2019 « l'inspection demande à DIELIX de prévoir de conserver la trace des contrôles de l'état du bassin (date de la vérification, photos du contrôle effectué, etc.) et planifier les échéances de contrôle (annuel ou tous les 2 ans par exemple) ». Dielix précise que la fiche de contrôle visuel de l'état du bassin d'orage a été créée en annexe 10 du rapport du 14/01/2020. Il est précisé qu'un nettoyage/vidage complet de l'ouvrage est effectué tous les deux ans ou au besoin. La fiche est complétée à cette occasion.  Art 7.7.7.2 « Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés dit « bassin de sécurité » et d'une capacité minimum de 250 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin de sécurité est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance »
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection constate la mise en place de la fiche visuelle de l'état du bassin d'orage présente en annexe du rapport du 14 janvier 2020.  Cependant, et selon l'engagement de l'exploitant, un contrôle tous les deux ans doit être réalisé. A la date du 19 mai 2022 le second contrôle n'a toujours pas été effectué. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que le prochain contrôle sera effectué au cours de l'été 2022. Il justifie cette date par une période plus pauvre en épisodes pluvieux, rendant plus facile le contrôle du bassin.  La remarque 7 relevée le 19 mars 2019 est maintenue. Cette remarque sera levée dès la réception des pièces justifiant la réalisation du contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

### Nom du point de contrôle : EFFLUENTS ISSUS DU BIOFILTRE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure une surveillance mensuelle à l'émission des paramètres débit, teneur en COV et en méthanol en amont et en aval du biofiltre.  COV <sup>1</sup> : Le flux horaire maximal de COV émis en sortie du biofiltre est de 0,2 kg/h. La concentration maximale de COV émis en sortie de biofiltre est de 100 mg/Nm <sup>3</sup> . Le débit du biofiltre est de 1 000 m <sup>3</sup> /h au minimum,  Méthanol : Les rejets de méthanol font l'objet de contrôles en entrée et sortie du biofiltre. Le flux horaire maximal de méthanol émis en sortie du biofiltre est de 0,15 kg/h.  <b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les synthèses des analyses mensuelles réalisées par la société Qualiconsult. Ces analyses permettent d'identifier les flux horaires de COV et méthanol ainsi que la concentration en COV dans le biofiltre et le débit aval du biofiltre. Les résultats présentés le jour de l'inspection concernent la période précédent le mois de février 2022. Les résultats sont les suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>• débit aval : les valeurs sont, en moyenne, supérieures à 1 000 Nm<sup>3</sup>/h. Il est observé deux chutes de débit en deçà des 1 000 Nm<sup>3</sup>/h, l'une survenue en juillet 2020 et l'autre entre mai et juin 2021.</li><li>• concentration COV : les concentrations sont nettement inférieures aux valeurs autorisées. Ce paramètre est conforme depuis décembre 2018 ;</li><li>• flux horaires COV : les concentrations sont nettement inférieures aux valeurs autorisées. Ce paramètre est également conforme depuis décembre 2018 ;</li><li>• flux horaire méthanol : les concentrations sont nettement inférieures aux valeurs autorisées. Un seul pic a été observé portant la valeur à 0,15 kg/h sur la période de mai à juin 2021. L'exploitant n'a pas clairement identifié la cause de ce pic. Selon lui il peut être dû à : l'utilisation d'écorce de pin pouvant relarguer du méthanol lors de leur décomposition, une perte d'étanchéité de la bâche mise sur le biofiltre, des coupures ponctuelles d'électricité. L'exploitant précise qu'une personne est toujours présente le site. En cas de dysfonctionnement du biofiltre, cette personne pourra intervenir rapidement.</li></ul> En date du 1er juin 2022, l'exploitant communique par courriel à l'inspection des installations classées le bilan mensuel d'activité pour le mois de mars et avril 2022. L'ensemble des paramètres sont conformes aux obligations de l'article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016.  Le flux horaire du méthanol (g/h) est analysé d'une part en sortie du biofiltre et d'autre part en sortie du laveur humide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : EFFLUENTS ISSUS DU LAVEUR HUMIDE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 3.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux horaire maximal de méthanol émis à l'évent du laveur humide est de 1,1 kg/h
<b>Constats :</b> La valeur mesurée est inférieure à 0 g/h depuis novembre 2020.  Le flux horaire maximal de méthanol est conforme aux obligations de l'article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux aquatiques et naturels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : - les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées, - les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de sécurité visé à l'article 4.3.2.2 du présent arrêté, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie {y compris les eaux utilisées pour l'extinction}), - les eaux polluées (eaux de process, eaux de lavage des ateliers, des fûts, eaux de décantation), -- les eaux domestiques (eaux vannes, eaux de lavabos).
<b>Constats :</b> L'exploitant présente le plan des réseaux d'égouts référencé « SI B01 00 D9 002 3 » et est en capacité de présenter à l'équipe d'inspection les différents réseaux d'eau et leur gestion. La gestion des eaux se fait comme suit :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. eaux usées : rejetées dans le réseau communal ;</li><li>2. eaux pluviales de toitures : rejetées dans le milieu naturel (Seine) ;</li><li>3. eaux pluviales de voiries : collectées dans le bassin d'orage puis acheminées directement vers un centre de traitement agréé (SARPI Véolia) pour traitement.</li></ol> Au cours de la visite du site, les zones traversées par l'équipe d'inspection n'ont pas permis de relever de non-conformité s'agissant de la séparation des eaux de voiries et de toitures. Les eaux de voiries se déversent bien dans le bassin de sécurité de 250m <sup>3</sup> situé à droite de l'entrée des véhicules lourds. Les eaux pluviales de toitures sont rejetées dans la Seine au sud-ouest du site. De plus, le site côté Seine est entouré d'un caniveau permettant de capter les eaux en cas de déversement accidentel empêchant leur déversement dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection des milieux aquatiques et naturels

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales polluées (eaux pluviales de voirie) sont collectées dans un bassin de sécurité d'un volume de 250 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont traitées dans un déshuileur — débourbeur, puis contrôlées à une fréquence hebdomadaire, et rejetées en Seine si les valeurs limites suivantes sont respectées :

Paramètres	Valeurs limites en concentration (mg/l)	Flux annuel estimatif (kg/an)
DCO	50	300
MES	30	180
Hydrocarbures totaux	5	30

Dans le cas où ces eaux présentent des concentrations sur les paramètres cités ci-dessus supérieures aux valeurs limites fixées, elles sont retenues dans le bassin de sécurité, puis évacuées comme déchets.

**Constats :** L'exploitant, malgré son autorisation à rejeter les eaux pluviales polluées dans le milieu naturel, informe l'équipe d'inspection que cette pratique ne se fait pas.

Au lieu d'être rejetées dans la Seine, les eaux pluviales polluées sont confinées dans un premier temps dans le bassin de sécurité d'un volume de 250 m<sup>3</sup> composé de trois zones de débordement. L'eau est ensuite envoyée en usine de traitement (SARPI Véolia principalement ou Sonolub).

L'équipe d'inspection constate le jour de la visite que la vanne de sectionnement des eaux contenues dans le bassin est consignée prévenant tout déversement accidentel du contenu de ce dernier dans le milieu naturel.

La vanne de sectionnement des eaux contenues dans le bassin est consignée à ce jour. Les déversements accidentels des eaux dans le milieu naturel ne peuvent donc pas se faire.

L'exploitant précise à l'équipe d'inspection son souhait de garder la possibilité offerte par l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016 de déverser ses eaux pluviales de voirie dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2016, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention et d'organisation en cas d'accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente à l'inspection les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• registre de désenfumage : dernier contrôle technique réalisé le 8 septembre 2021 ;</li><li>• registre détection gaz : dernier contrôle technique réalisé le 3 novembre 2021 ;</li><li>• registre détection incendie : dernier contrôle technique réalisé le 18 janvier 2022 ;</li><li>• registre des extincteurs : dernier contrôle technique réalisé le 2 mai 2022 ;</li><li>• registre motopompes : dernier contrôle technique réalisé le 22 mars 2022.</li></ul> <p>L'ensemble des conclusions de ces contrôles réalisés aux dates présentées ci-dessus ont été concluants. Aucune anomalie n'a été décelée.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les résultats des analyses faites sur l'émulseur. En effet, aucun document n'est présenté à l'équipe d'inspection pour la période postérieure à l'année 2019. L'exploitant précise avoir relancé à plusieurs reprises la société SIEMENS en charge des contrôles. Les échantillons prélevés sur l'année 2021 n'ont toujours pas à ce jour été envoyés pour analyse. Le dernier prélèvement réalisé sur l'émulseur date du 2 juin 2022.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'équipe d'inspection relève une NC à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2016.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'équipe d'inspection, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre de suite préfectoral les résultats des analyses effectuées sur l'émulseur depuis 2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2019, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents ou incidents
<b>Prescription contrôlée :</b> NC 1 relevée le 19 mars 2019 : « Il est nécessaire de prévoir et étudier les conséquences d'un dysfonctionnement des dispositifs queues de paon en : <ul style="list-style-type: none"><li>• précisant la cinétique de dégradation mécanique des cuves de PEHD dans le flux thermique de 11,2 kW/m<sup>2</sup> ;</li><li>• étudiant le nouveau scénario de toxicité lié à l'échauffement de la ou des cuves d'acide sulfurique situées dans la zone des effets dominos (8 kW/m<sup>2</sup>) ;</li><li>• étudiant la zone d'effet des aléas prenant en compte la défaillance du dispositif queue de paon et, dans l'hypothèse où les effets dépasseraient les limites du site, en transmettant le noeud papillon du scénario intégrant la barrière de sécurité constituée par la lance queue de paon et en estimant les probabilités de fonctionnement/dysfonctionnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées dans son courrier de réponse du 14 janvier 2020 les éléments justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• « DIELIX a décidé de créer un accès entre les locaux « KOMé » et « postes INBAL ». Cet accès se matérialise par la mise en place d'un porte coupe-feu 2h. Cette action permettra à un opérateur de passer par la zone process puis par le local « KOMé » pour accéder aux postes de déclenchement manuel des systèmes d'extinction incendie. Les travaux ont été terminés le 21 février 2019 ;</li><li>• DIELIX a choisi le bureau d'étude DAVIDSON pour mener à bien l'étude sur la tenue au flux thermique des cuves de stockage d'acide sulfurique ainsi que l'étude sur le nouveau scénario de toxicité liée à l'échauffement de l'acide. Le rapport d'étude a été transmis le 20 mai 2019 à la DRIEE ;</li><li>• Afin d'éviter un scénario de flux toxique ayant pour conséquence des effets hors site, DIELIX a choisi d'abonder dans le sens de la conclusion de l'étude, à savoir de rehausser la rétention sur les deux côtés exposés en dépassant d'1m le point culminant des cuves – le rehaussement de la rétention est faite en parpaings posés sans joint bord à bord et remplis de ferraille et béton. Ces éléments ont été transmis à la DRIEE par e-mail le 4 septembre 2019, dans l'écrit référencé DIE B01 FAX 19 050 DRIEE, en réponse au courrier de la DRIEE référencé UD78DSPR2019 50581 »</li></ul> <p>Au regard des éléments communiqués par l'exploitant accompagné des constatations faites lors de la visite d'inspection du 19 mai 2022, l'équipe d'inspection estime que l'étude des conséquences d'un dysfonctionnement des dispositifs queues de paon a bien été prise en compte.</p> <p>La NC 1 relevée le 19 mars 2019 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet